



Continuons ensemble, pour gagner

Au lendemain du CTPC « suppressions d'emplois » du 14 novembre, les organisations syndicales ont fait le constat d'une très forte mobilisation des agents de la DGI avec un taux de grève de plus de 40 % et plus de 35 000 signataires de la pétition nationale. L'intersyndicale s'est réunie le 15 novembre pour définir les modalités de la nécessaire poursuite de l'action.

Les organisations syndicales se sont unanimement félicitées de la forte détermination des agents à agir face à la politique de destruction de leurs droits et garanties, face à la dégradation de leurs conditions de vie au travail directement liées aux suppressions massives d'emplois et face à la dégradation de leur pouvoir d'achat.

Les organisations syndicales se sont également accordées pour considérer que l'attitude du Directeur Général empreinte d'ironie, d'arrogance et de mépris était totalement inadmissible. Contrairement aux termes du Flash Info n° 43, il n'y a eu aucune manifestation d'une réelle volonté d'ouverture de la part du directeur général, ni sur l'emploi, ni sur les conditions de travail, ni sur le régime indemnitaire, ni sur les règles de gestion.

Face à cette situation de blocage et après une mobilisation réussie le 14 novembre, le SNUI, le SNADGI-CGT, le SGI-FO, la CFDT Impôts, l'UNSA Impôts et la CFTC Impôts estiment nécessaire de poursuivre et d'amplifier l'action dans l'unité.

A cette fin, les organisations syndicales appellent à :

- la suspension, tant au niveau national que local de toute participation aux rencontres institutionnelles (CTPC, CTPD/S) et groupes de travail programmés dans les prochaines semaines, tant à la DGI que dans le cadre bidirectionnel DGI-DGCP.
- la réunion des intersyndicales locales et à des AG sur tous les sites, dans toutes les directions afin de décider des modalités d'action à mettre en œuvre. Aucune initiative, aucune forme d'action ne doit être écartée.
- la mise en œuvre dès aujourd'hui d'actions autour des JPO de l'administration et à l'organisation de nos propres Journées Portes Ouvertes ou Portes fermées (interpellation des contribuables, des élus locaux, de la presse...).

Le SNUI, le SNADGI-CGT, le SGI-FO, la CFDT Impôts, l'UNSA Impôts et la CFTC Impôts ont unanimement acté le principe d'un nouveau « temps fort » sous la forme d'une grève nationale avant la fin novembre.

Les syndicats se réuniront le lundi 20 novembre afin d'arrêter cette date qui constituera une nouvelle démonstration de force des agents face au mépris et aux projets du directeur général. Il lui appartient donc de donner dans les tous prochains jours de réels signes de déblocage d'une situation dont il porte seul la responsabilité.

Dans l'unité et avec détermination, il faut poursuivre et amplifier l'action que les organisations syndicales entendent faire vivre, à tous les niveaux, dans la durée pour obtenir le retrait de la fiche n° 3 et l'ouverture de réelles négociations sur leurs revendications en matière d'emplois, de conditions de travail, de régime indemnitaire et de règles de gestion.

Paris, le 16 novembre 2006